

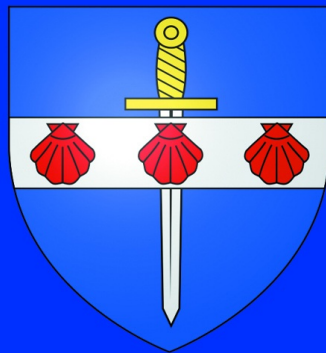
Christian LACOUR de MARANGE

L'HISTOIRE DE FRANCE

Expliquée

Conséquences à ce jour

Tome I de 1600 à 1945



Ces vérités qui dérangent

Christian Lacour de Marange

L'Histoire de France expliquée.
Conséquences à ce jour.

Ces vérités qui dérangent

© Christian Lacour de Marange, 2026

ISBN numérique : 979-10-439-0144-7

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avant-propos

L'Histoire de France expliquée, mon objectif...

Voilà plusieurs années que je recherchais une façon simple d'expliquer et faire mieux comprendre les événements importants qui ont marqué l'Histoire de la France, avec l'objectif de vous rendre fiers de ce pays, en connaissant mieux son Histoire.

À la veille d'une 3^e guerre mondiale et fort probablement en France, d'une imminente guerre civile, j'étais envahi d'un intense besoin personnel d'essayer de comprendre les événements et les raisons qui ont pu amener, encore une fois, notre pays au 21^e siècle, dans de nouvelles circonstances tragiques. Conscient que pour cerner au mieux les causes, il me fallait au préalable bien maîtriser le passé historique de la France. Aussi, pour éviter de perdre une information essentielle, sans pour autant remonter trop loin dans une époque qui aurait peu d'incidence sur les événements contemporains, j'ai choisi de revisiter uniquement, mais en détail, les quatre derniers siècles, précisément de 1600 à 1945.

Ancien officier de l'armée de l'Air française et ancien chef d'entreprise, j'étais, comme beaucoup d'entre vous, durant plus de quarante ans, principalement préoccupé par le quotidien. bercé comme chacun, par les informations journalières des médias. Longtemps, comme vous probablement, j'étais convaincu que les événements de l'Histoire de France correspondaient aux diverses explications diffusées par les enseignants, sous la responsabilité de leur ministère de tutelle.

Je n'imaginais pas alors combien le décalage était immense entre les messages diffusés par ces personnes et la réalité de l'Histoire de France. J'ai pu aussi constater cette différence dans certains ouvrages réalisés par des auteurs « *idéologisés* », pour lesquels la vérité sur les événements historiques doit être

travestie en vue d'imposer aux lecteurs une vision erronée du « *Roman national* ».

Mes convictions personnelles sur les aspects politiques et sociologiques furent progressivement bousculées, depuis les premiers attentats de 2015 en France. Les informations en provenance des politiciens et des médias me paraissaient de plus en plus largement décalées avec la réalité constatée.

Spontanément, le 17 novembre 2018, comme près de 2 000 000 de Français (*et non 200 000 comme le disaient certains médias*), j'ai manifesté sur un rond-point à proximité de Vichy, pour la première fois de ma vie. Pour des millions de Français, la nouvelle taxe « *écologique* » et « *idéologique* » du gouvernement fut la goutte de trop.

Au cours de cette unique journée, j'ai rencontré et discuté avec de nombreuses personnes que je voyais pour la première fois. Nombreuses étaient celles qui, comme moi, manifestaient aussi pour la première fois. Je me suis alors rendu compte que beaucoup d'entre elles partageaient les mêmes sentiments d'injustice grandissante et le constat du décalage entre les « *élites* », singées par de nombreux médias, et les « *invisibles* » qui souhaitaient uniquement vivre de leur travail.

Depuis la fin de mes activités professionnelles, ayant plus de temps pour lire et faire diverses recherches, toute mon attention fut, particulièrement ces cinq dernières années, consacrée à déceler la vérité sur les événements passés, pour mieux comprendre le présent. Une conclusion certes encore partielle, de cette importante analyse basée sur les quatre derniers siècles, m'amena à une totale surprise, hélas inquiétante.

À la fin de la période de l'ancien Régime, après Louis XIII et Louis XV, le roi Louis XVI subit, lui aussi, les fréquentes actions néfastes de blocage du bon fonctionnement de l'État, par de nombreux magistrats des principaux Parlements. Ces « *magistrats* » (*juges, avocats, etc.*), défendront jusqu'au 21^e siècle, leurs privilèges et leur pouvoir usurpé en favorisant continuellement « *l'État de*

droit ». En effet, dans l'esprit de nombreux magistrats politisés, les « *juges* », intouchables et non-punissables, se pensent indiscutablement, au-dessus de l'État, du gouvernement et même du peuple.

Louis XVI, suite à un léger déficit budgétaire de la France en 1788, fut ainsi progressivement contraint à la convocation des États généraux. Ceux-ci entraînèrent la Révolution de 1789, longuement préparée en secret depuis janvier 1788, par certains nobles et plusieurs magistrats des Parlements, membres du Tiers-état. Les cinq Républiques qui découlèrent de cette Révolution de 1789 ont, hélas, à chaque fois failli, un constat discutable et pourtant si évident au 21^e siècle.

La première République de 1792 n'a pu, en moins de dix années, trouver ses marques. Alors qu'elle était en train de disparaître, après seulement sept années d'existence, battue par les armées des monarchies européennes, elle fut effacée et très bénéfiquement remplacée par le premier Empire. La seconde République de 1848, née sur les cendres de la monarchie usurpatrice de « *juillet* » fut encore plus courte et inefficace. Elle fut effacée et, pour le pays, avantageusement remplacée par le Second Empire.

La III^e République, la plus désastreuse et la plus longue avec une durée de 70 ans, fut à l'origine de nombreuses corruptions ou scandales d'État, mais aussi de la colonisation, tant critiquée au 21^e siècle. Elle fut surtout, par l'impéritie, l'abyssale incompétence, l'irresponsabilité et le pacifisme viscéral des différents gouvernements de 1870 à 1940, responsable des deux guerres mondiales, avec leurs cortèges de résultats tragiques.

Cette République fut aussi responsable des nombreux conflits et désastres européens du 20^e siècle, conséquences du mauvais traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919.

La IV^e République de 1946 à 1958, éphémère après la Seconde Guerre mondiale, ne put, elle aussi, trouver ses marques avec 22 gouvernements, en

seulement douze ans, et appela, en désespoir de cause, le général de Gaulle à la rescousse.

La V^e République, pourtant mieux réfléchie dans sa conception et sa Constitution, fut la plus funeste. Dans cette République, après un bon début de quelques années, des « *élites* » souvent francophobes achevèrent, en soixante ans, la dislocation du pays et de ses institutions fondamentales, dans une « *commission européenne* », non élue, sans fondement et sans avenir. Hélas, après 1970, certaines « *élites* », aveuglées par leur idéologie, renoncèrent à certaines responsabilités régaliennes, affaiblissant ainsi considérablement la vieille nation. Ces élites diluèrent progressivement ces fonctions régaliennes dans cette « *communauté Européenne* » jusqu'en 2026 et, toujours au détriment de la France.

Comme dans l'ancien Régime, de nombreux « *magistrats ou juges* » de la cinquième République, en défendant le plus souvent, par idéologie ou par intérêt corporatif, « *l'État de droit* », ont grandement contribué à l'effondrement de la démocratie, amplifiant ainsi la dépendance de la France à la « *communauté et aux tribunaux européens* ».

Les « *juges* » des tribunaux français ou étrangers ne sont pas élus. Ils n'ont donc aucune légitimité quant à leur intervention dans la gestion d'un pays et, à plus forte raison, de la nation française. Ceci est aussi vrai pour des institutions dont les membres ne sont pas élus, telles que le Conseil constitutionnel ou le Conseil d'État. Ces cinq Républiques ont, hélas, démontré d'une part, leur incapacité permanente à construire et d'autre part leur volonté viscérale à détruire les fondements de la nation française, ses institutions, son vieux peuple et son histoire millénaire.

En 1789, dans un élan de liberté, les « *révolutionnaires* » ont supprimé presque tous les impôts et taxes. Les républicains, enfants des cinq Républiques, incapables de créer la moindre richesse, avec un État de plus en plus obèse, n'ont cessé d'inventer chaque année de nouvelles taxes ou impôts. Ils poussèrent le vice jusqu'à imposer des taxes sur des taxes.

Au 21^e siècle, la République française, championne du monde des prélèvements obligatoires et des impôts, a, en plus, réduit continuellement les services publics et la sécurité des Français. Avec un État obèse qui étouffe la République, le citoyen français est devenu esclave dans son propre pays. L'obésité d'un État est aussi la cause de sa propre gangrène qui empêche les évolutions positives et surtout motivantes des salaires. Cette « *obésité* » est vite devenue la cause principale de la spirale négative de son économie.

Les civilisations, grecque et romaine, avaient compris, certes tardivement, mais avant nous et à leurs dépens, que la *République* n'était pas le meilleur régime pour qu'une nation survive et prospère. Pour mieux comprendre la véritable mesure de cette étonnante conclusion partielle, il faut lire en détail chaque chapitre documenté et expliqué de ce livre, et ce, jusqu'au dernier.

Pour m'aider à bâtir les nombreux chapitres, j'ai longuement étudié et parcouru, dans les moindres détails, de nombreux ouvrages de référence. Vous trouverez la liste de ces documents dans le chapitre « *bibliographie* ». J'ai complété cette intense lecture par de nombreuses autres sources sur internet, privées ou publiques, comme celles de Wikipédia. Ces dernières ne sont pas toutes listées ici, car trop volumineuses et pas toujours fiables.

Bien sûr, cette histoire de France a été construite au fil des 20 siècles après J.C. en partie grâce à des personnages qui ont participé et marqué profondément certains événements majeurs. Beaucoup d'entre eux, plus ou moins connus, ont contribué à construire positivement cette histoire de France, alors que d'autres ont plutôt abîmé l'image de la France. On ne refait pas l'histoire.

Il n'est pas rare de trouver des personnes au 21^e siècle, qui imaginent, à tort, que la plupart des pays ont une histoire comparable à celle de la France. Celles-ci ignorent par exemple que des pays comme les États-Unis d'Amérique ou le Mexique, mais aussi l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Grèce, l'Algérie, l'Irak, le Canada ou la Suisse ont moins de deux siècles d'existence.

Avant, ces pays en cours de formation n'étaient pas des nations ou des États indépendants.

Certaines personnes, depuis 1789 jusqu'au 21^e siècle inclus, souhaitent réfuter des événements passés, ou les modifier uniquement par idéologie. Certaines d'entre elles souhaitent transformer, tronquer ou déformer le déroulé de certains événements passés, voire certaines actions de quelques personnages « *ciblés* ». Les événements, comme les personnages, font partie du passé. Connaître son passé permet de mieux comprendre le présent.

Si j'ai choisi de présenter, dans un premier temps, cette période de l'Histoire de France (*de 1600 à 1945*), à laquelle j'apporte ma vision personnelle, des principaux événements ou personnages, c'est parce qu'elle représente à mes yeux, la base essentielle des divergences d'opinions dans la société contemporaine française du 21^e siècle. Bien sûr, ces divergences peuvent être aussi culturelles, idéologiques, identitaires, corporatives, claniques, communautaires ou politiques, pour lesquelles, je me déclare incapable de soigner celles et ceux qui sont concernés. Lorsque la tumeur est trop profonde, il n'y a plus d'autre choix que de la « *retirer* ».

L'idéologie en *politique* est un mal dans la société française, né peu avant la Révolution de 1789 et qui perdure encore au 21^e siècle. Ce mal s'est infusé progressivement d'abord au sein des Patriciens des sociétés bourgeoises ou aristocrates, grâce à leur participation aux « *salons de discussion* » dès le 18^e siècle. Pour les membres de la plèbe, il aura fallu attendre 60 ans de plus, après la libéralisation du droit de réunion (*campagne des banquets*) en 1848.

L'idéologie en *politique* est un luxe pour certains intellectuels, nourris par le biais d'une culture uniquement livresque et partielle. Ceux-ci sont souvent malheureusement privés de l'intelligence, qui leur permettrait de trier le vrai du faux, mais aussi de l'expérience de la vie, de la société, de la famille, de la sociologie humaine et de la nature. Ces qualités, pourtant indispensables, font généralement défaut à ces *élites* ou ces « *sachant* » contrairement aux « *sages* » malheureusement de plus en plus rares ou trop discrets, au 21^e siècle.